

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 15 octobre 2021

Date d'affichage : 15 octobre 2021

**OBJET :**

**Reprise des concessions de cimetière en état d'abandon**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-et-un octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Douchy-les Mines s'est réuni à titre exceptionnel au Forum de l'Imaginaire, sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire de la Commune, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :**

Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Eddy BRAHMA, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMJETANSKI, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER, Marie- José GUILLAUME

**Absents ayant donné pouvoir :**

Mr JOHN a donné procuration à Me CARLIER R.  
Me DUBOIS a donné procuration à Mr VENIAT  
Mr SOUMARE a donné procuration à Me CARBOULET

**Absents :**

Coraline KULCZYCKI

**Secrétaire de séance :**

Florance CARBOULET

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	29 + 3P / 32
Conseillers	Présents :	29		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	29 + 3 pouvoirs		Abstentions :	0 / 32

**Présentation :**

Une commune a la possibilité de reprendre des concessions en mauvais état et en état d'abandon (Code Général des collectivités territoriales - articles L 2223-17 et L 2223-18 et, pour la partie réglementaire, aux articles R 2223-12 et R 2223-23).

En effet, si par la négligence du concessionnaire ou de ses successeurs, par la disparition de sa famille, il arrive que le terrain concédé revête manifestement un état d'abandon qui nuit au bon ordre et à la décence du cimetière, la commune peut, à bon droit, reprendre le terrain.

La procédure de reprise des concessions abandonnées est longue et difficile.

Une telle procédure a été engagée dans notre cimetière le 15 Mars 2018 et vise 68 concessions. L'aspect d'abandon total a été reconnu pour ces dernières, conformément aux dispositions susvisées.

La publicité, conformément à ces mêmes dispositions, a été légalement effectuée, et notamment par des plaquettes apposées sur ces concessions indiquant à tout public qu'elles faisaient l'objet d'une procédure de reprise, ainsi que par une information publiée dans notre bulletin municipal distribué dans les foyers de la commune.

En 2018, une famille s'est fait connaître et a demandé l'arrêt de la procédure en justifiant de sa qualité de descendants des concessionnaires et en s'engageant à remettre en état la concession.

En 2021, un constat d'entretien a été dressé contradictoirement confirmant les travaux de remise en état de la concession, et confirmant ainsi l'abandon de la procédure.

Trois années après le premier constat, un nouveau procès-verbal était rédigé le 20 juillet 2021 pour les concessions ayant conservé, ou non, l'aspect d'abandon.

Toutes les conditions requises en pareil cas, prévues par les lois et règlements, ont été rigoureusement respectées.

**Délibération :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération en date du 28 novembre 2019 ;

Considérant que toutes les conditions requises en pareil cas, prévues par les lois et règlements, ont été rigoureusement respectées ;

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**DECIDE** de reprendre les 67 concessions en état d'abandon, dont la liste est ci-annexée,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires à la présente décision et de signer les actes correspondants.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



  
Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*